

# 10/03/2022 COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## 11ÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA : LE NUCLÉAIRE MONTRE ENCORE SES LIMITES !

*Par Michèle Rivasi, eurodéputée*



**11 ans plus tard, la catastrophe de Fukushima est encore présente. Des milliers de personnes se retrouvent toujours délogées parce que la radioactivité est encore trop élevée dans certaines zones. La centrale accidentée a toujours besoin d'être refroidie en permanence et les autorités japonaises s'apprêtent à rejeter en mer plus de 1,3 million de m3 d'eau contaminée. Le 27 janvier 2022, des citoyens ayant contracté des cancers de la thyroïde ont attaqué l'opérateur japonais TEPCO pour que puisse être attesté le lien entre leur pathologie et l'accident, et obtenir justice pour les autres victimes.**

La guerre en **Ukraine** nous rappelle la vulnérabilité des centrales nucléaires face aux crises. C'est inédit qu'une guerre frappe un pays fortement nucléarisé et que des installations nucléaires soient ciblées. Emmanuel Macron s'est dit inquiet de la sûreté et de la sécurité des centrales en Ukraine. Mais je ne vois pas d'actions concrètes de sa part.

En **France**, fermons nos 56 réacteurs vulnérables aux catastrophes naturelles et aux conflits armés. Relancer 14 EPRs ou prolonger nos vieilles centrales nous freinera dans la transition énergétique. Le président français est le principal artisan du frein et décrédibilise la taxonomie. Le mois dernier, cinq anciens Premiers ministres japonais ont écrit à la présidente de la Commission européenne pour lui demander de ne pas classer le nucléaire parmi les énergies vertes.

Stop à l'exception nucléaire française. Le Parlement européen appelle à arrêter les partenariats industriels avec la **Russie**, dont le domaine nucléaire. Mais l'Etat français ignore nos demandes d'élus et la guerre en cours en continuant ses relations commerciales avec Rosatom, entreprise publique du nucléaire au service des intérêts de Poutine. L'État français s'apprête à céder 20% du capital de GEAST, fabricant des turbines Arabelle pour centrales nucléaires, à Rosatom. Et Henri Proglio, ancien patron d'EDF, ne voit pas le problème de continuer à siéger au conseil international de l'entreprise nucléaire d'État Rosatom.

Alors que les chefs d'Etat européens sont réunis à Versailles pour définir des alternatives au gaz et au pétrole russes, le nucléaire ne doit pas faire exception. **Il n'y'a pas d'indépendance grâce au nucléaire.** Nos filières nucléaires françaises sont interdépendantes avec la Russie qu'il s'agisse de l'exploitation de l'uranium, de l'exploitation de centrales ou du traitement des déchets radioactifs.

Pour avoir la paix, la seule solution est la réduction de la consommation d'énergies et le développement massif des énergies renouvelables.